

FFS

# L'après-Aït Ahmed a commencé

**Le 5<sup>e</sup> congrès du FFS, ouvert jeudi et qui doit se clôturer cet après-midi, était empreint d'une très forte charge émotionnelle. Il ne pouvait en être autrement quand le leader charismatique du parti et figure emblématique du mouvement national a manqué à ce rendez-vous auquel il tenait vraiment, tant il comptait assister au passage de témoin.**

**Mohamed Kebci - Alger (Le Soir)**

- Mais Hocine Aït-Ahmed, 87 ans, dont l'absence a été décidée à la dernière minute à ce congrès, pour cause d'un voyage éprouvant au Maroc où il a assisté aux funérailles d'une sœur et d'un cousin, la semaine dernière, était, néanmoins, présent autrement et doublement. A travers, d'abord, une courte vidéo projetée au début des travaux où il exhortait les participants à «veiller au succès de cet important congrès» et s'excusait de ne pas pouvoir y assister pour des «raisons de santé».

Ensuite à travers un discours lu en son nom par son fils Jugurtha qu'il a consacré à son départ de la tête du parti qu'il préside depuis sa création en 1963. Départ qu'il justifiera en soutenant que «pour tous, il y a un avant, un pendant et un après. C'est vrai que les moments de passage sont parmi les plus difficiles à vivre mais ils sont aussi parmi les plus passionnants à vivre». Et de signifier que cette décision remonterait à longtemp : «Je me retire de la présidence du parti, j'aurais voulu, j'aurais pu ou dû, ou pas

su, le faire plutôt.» Ce dont il dira avoir souvent parlé et discuté avec des amis et des camarades, mais, poursuivra-t-il, «voilà, l'histoire se fait pendant que nous apportons notre modeste contribution à son déroulement».

Le président sortant du FFS s'est, par ailleurs, adressé à tous les Algériens, les invitant à l'union pour, dira-t-il, la construction d'un Etat de droit et de démocratie. Les Algériens «doivent rester unis pour la construction d'un Etat de droit et de démocratie pour pouvoir diverger démocratiquement sur le reste», affirmera-t-il, ressassant que «la lutte du FFS pour la démocratie est une lutte pour la consécration de la liberté et de la souveraineté de l'Algérie à travers des institutions légitimes et un Etat de droit qui en assure le respect, le bon fonctionnement et la pérennité. Ceci n'est pas un détail mais le socle sur lequel le reste pourra être construit».

Intervenant, pour sa part, à l'ouverture officielle de ce congrès, le premier secrétaire sortant soutiendra que le



Photo : Samir Sid

**Laskri appelle les Algériens à l'union.**

FFS est «irréversiblement un parti national». Ali Laskri s'en remettra aux 1 044 délégués dont 216 femmes et 40% de jeunes venus de 40 wilayas du pays, chose qui confirme, selon lui, que «le FFS est irréversiblement un parti national». Et de considérer le FFS comme «la pierre de touche dans tout processus politique et démocratique dans le pays». Le peuple nous entend et nous attend», dira-t-il.

A noter que les travaux du congrès se sont poursuivis hier sous la direction d'un bureau composé de neuf membres et chapeauté par Mohand-Amokrane Chérifi, parmi les proches d'Aït-Ahmed, avec, en plénière, la lecture des projets de résolutions politiques et socio-économiques.

Au même moment, des congressistes inscrits dans l'atelier des statuts se penchaient sur l'organigramme à donner au parti. Notamment avec l'option d'une direction collégiale de 5 membres avec candidature sur des listes fermées. Une option défendue bec et ongles par la direction sortante avec la bénédiction d'Aït-Ahmed mais qui susciterait de sérieuses résistances parmi la base.

Mais le principe du présidium étant quasiment acquis, c'est sa composante qui suscite bien des convoitises avec un quintette, à une variante près, donné déjà partant. On parle depuis des semaines, de Mohand Amokrane Chérifi, expert international et ex-ministre du Commerce, du D<sup>r</sup> Rachid

Halet, député et membre du comité d'éthique du parti, d'Ali Laskri, le premier secrétaire national sortant, de Karim Baloul, député, secrétaire national chargé des relations internationales et chef de cabinet du président dont il est le neveu et, enfin, de Salima Ghezali, journaliste et conseillère d'Aït-Ahmed.

Si la candidature des quatre premiers peut être «avalée» par les congressistes, celle de Salima Ghezali est mal perçue par la base tant la concernée n'est pas encartée. Et pour contrecarrer cet écueil, on a prévu dans les statuts que les candidatures à la présidence collégiale se doivent d'être sur listes fermées, à entériner ou à rejeter en totalité.

Et si ces candidatures relèvent de simples supputations tant les concernés se gardent de réserver cela à l'ultime moment, soit aujourd'hui, il en est une qui est certaine. C'est celle de l'ancien premier secrétaire et conseiller du premier secrétaire sortant, Ahmed Djeddaï, qui se dit partant pour être membre de cette présidence collégiale dont les pourfendeurs craignent la paralysie du fait d'une éventuelle mésentente entre ses éléments. Les porteurs de l'idée du présidium prévoient qu'en cas de défection de deux de ses membres, un congrès extraordinaire soit alors automatiquement convoqué.

M. K.

## LES MINISTRES RÉPONDENT AUX QUESTIONS ORALES DES DÉPUTÉS

# Le parc Dounia, dossiers de justice détruits et enquête à la DJSL d'Alger

**Le retard enregistré dans le parachèvement du projet du parc des Grands-Vents est dû aux problèmes juridiques et financiers, dont le non-acquittement de la contribution financière convenue entre l'Algérie et la société internationale émiratie d'investissement. C'est ce qu'a déclaré le ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et de la Ville, Amara Benyounès, devant les parlementaires de la Chambre basse.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Les déclarations de Amara Benyounès ont été faites dans le cadre d'une séance de l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée aux questions orales. Quatre autres ministres ont répondu aux questions posées par les députés. Le ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et de la Ville a indiqué que «les procédures juridiques et administratives relatives à l'établissement des contrats de cession et de dépossession des propriétés qui exigent des procédures juridiques et administratives complexes, sont les principales causes sur lesquelles a buté ce projet dont le délai de réalisation a été fixé à 8 ans».

L'extension de la superficie du projet prévue initialement à 630 ha a ensuite revu à la hausse à 800 ha puis à 1 059 ha a été l'un des facteurs du retard, a-t-il ajouté. M. Benyounès a ajouté qu'en dépit des problèmes financiers, administratifs et juridiques, son ministère œuvre au parachèvement du projet, à travers l'installation, au mois d'avril dernier, d'une commission dite «de facilitation et de suivi» dont la mission consiste à établir une coordination entre les différentes parties participant à la réalisation du projet.

Avant de conclure, le ministre a rappelé qu'une première partie du parc Dounia d'une superficie de 450 ha a été ouverte au public. Il est à noter que ce projet, qui s'inscrit dans le cadre des grands projets de développement, est doté d'une enveloppe de 5,2 MDS de dollars US dont 700 millions pour le parc public, a fait savoir le ministre.

### Dossiers de justice détruits

De son côté, le ministre de la Justice et garde des Sceaux, Mohamed Charfi, en réponse à une question orale du député de l'Assemblée popula-

re nationale (APN), Youcef Khababa, du Rassemblement de l'Algérie vert, concernant l'incendie et le vol qui ont ciblé respectivement les cours d'Oran et d'Alger, a indiqué que «22 dossiers ont été détruits dans l'incendie qui s'est déclaré le 8 avril dernier au niveau des archives des affaires civiles de la cour d'Oran et 122 autres ont été partiellement endommagés par le feu et 41 par les eaux utilisées pour maîtriser l'incendie».

A propos de l'affaire de la cour d'Alger, ce même responsable dira que le vol au siège de la cour d'Alger est un «acte isolé» dont l'auteur a été rapidement identifié et arrêté. «Ces deux faits n'ont point affecté le rythme de travail et le traitement des affaires au niveau des deux cours. A cet effet, les mesures de sécurité ont été renforcées au niveau de la cour d'Alger, en créant des centres de sécurité aux alentours de l'établissement outre l'examen des installations et des réseaux informatiques et la base de données de la cour», a encore fait savoir le ministre.

### Français obligatoire pour les imams

L'autre ministre concerné par les questions orales des députés est celui des Affaires religieuses et des Wakfs, M. Bouabdallah Ghlamallah. Ce dernier répondait à la question d'un député de l'Assemblée populaire nationale concernant les critères et conditions régissant la désignation des imams pour officier à l'étranger.

A ce propos, il dira que le détachement d'imams pour officier dans des mosquées en France s'effectuait sur la base de conditions «préalablement définies». D'après lui, «l'imam doit avoir le titre d'imam enseignant, réciter le Saint-Coran, maîtriser la langue française et jouir d'une haute moralité. Il a ajouté que l'imam, candidat à officier à l'étranger, est soumis à un examen en langue française et sur le Saint-Coran». La sélection des imams se fera ensuite, a ajouté la même source, «conformément à l'article 5 du décret exécutif promulgué en 2005 fixant les conditions et critères de nomination». «L'imam bénéficie également d'une formation en langue française et de cours de sociologie», a-t-il poursuivi.

Le ministre a relevé, à cette occasion, que le nombre d'imams détachés était passé, depuis près de deux années, de 120 à 170 pour répondre aux besoins des mosquées qui ouvrent leurs portes aux fidèles, et ce, à travers des contrats avec des imams retraités se trouvant sur

place. L'autre sujet évoqué par M. Bouabdallah Ghlamallah est celui relatif au Fonds de la Zakat. «Le bilan de la zakat est passé de 11 milliards de centimes en 2003 à 100 milliards de centimes durant les deux dernières années, ce qui a permis la création de 7 000 microentreprises de la part de jeunes chômeurs grâce au crédit sans intérêt», a-t-il affirmé.

### Corruption à la DJSL d'Alger ?

Pour sa part, le ministre de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Tahmi, a révélé «que l'inspection générale du ministère avait constaté au niveau de la Direction de la jeunesse, des sports et des loisirs (DJSL) de la wilaya d'Alger «quelques imperfections, dépassements» et parfois «transgressions des textes régissant la gestion des deniers publics», sans évoquer de détournement.

M. Mohamed Tahmi répondait à une question du député du FFS, M. Mostefa Bouchachi. Ce dernier a interpellé le ministre des Sports sur la situation qui prévaut au sein de la DJSL d'Alger. M. Tahmi dira que «l'inspection générale du ministère de la Jeunesse et des Sports a effectué, entre le 2 mai et le 15 juillet 2011, une mission de contrôle au niveau de la DJSL d'Alger qui a touché les ressources humaines, les investissements, les établissements sous tutelle et le mouvement associatif et a constaté plusieurs infractions mais n'a pas évoqué de détournement ou dilapidation de deniers publics».

«L'inspecteur chargé de cette mission a noté dans son rapport que les infractions dépassent les prérogatives du ministère. Le MJS n'est pas habilité à qualifier ou pénaliser l'acte de mauvaise gestion, mais vu la sensibilité et la nature des faits, l'inspecteur a recommandé le recours à une institution habilitée afin d'effectuer une inspection plus approfondie dans la gestion de la DJSL qui aurait porté, selon lui, atteinte aux deniers publics», a-t-il précisé et de conclure : «Effectivement, le MJS a mis fin à la mission de cet inspecteur non pas à cause du contenu de son rapport, mais parce qu'il n'a pas respecté l'obligation de réserve en distillant les résultats d'un rapport d'une mission officielle à la presse nationale».

Pour rappel, dans sa question orale, le député du FFS a rappelé que le budget de la DJSL d'Alger «dépassé les 180 milliards de centimes (1,8 milliard de dinars, Ndlr)».

A. B.

## EN TOURNÉE POUR PRÊCHER LA VOIX DU MSP NOUVEAU, MOKRI ÉTAIT À TIZI-OUZOU : «Nous sommes résolument dans l'opposition !»

**C'est un discours totalement en rupture avec ce qu'ils avaient l'habitude d'entendre, les militants du MSP venus nombreux à Tizi-Ouzou découvrir Abderezzak Mokri dans son nouvel habit de président du parti.**

Après quelques escales symboliques, juste à l'issue de son intronisation à la tête du parti au début du mois, Abderezzak Mokri était jeudi à Tizi-Ouzou d'où, eu égard au nouveau statut d'opposant du MSP, il est venu chercher la bénédiction d'une région du pays qui, dit-il, sait ce qu'est l'opposition. Dans un discours qu'il a voulu peu amène à l'endroit de son prédécesseur, auquel il n'a cessé de faire allusion, Mokri a affirmé s'être assigné de promouvoir et redonner sa crédibilité au politique dans le pays. Ceci, du fait que «tous les partis ont été cassés, toutes les institutions de la République fragilisées pour que l'on se retrouve avec une seule force : «Le pouvoir et ses fossoyeurs». C'est à partir de là qu'il s'échinera à s'étaler dans un procès en règle contre le pouvoir et ceux qui l'ont côtoyé pour des strapontins, des privilèges, mettant de côté les programmes et les idées qui font les partis en principe. S'en suivra une longue diatribe contre le pouvoir et son incapacité à sortir de la dépendance du pétrole et du gaz, la propension de ce même pouvoir à recourir aux solutions de facilité pour remédier aux troubles qu'il a lui-même suscités par son incurie, aussi bien au sud du pays que dans toutes les corporations.

C'est tout cela et «après avoir tenté le changement de l'intérieur même du pouvoir» que lui, Abderezzak Mokri, et des militants de son parti ont convaincu les leurs de l'obligation de sortir du giron de ce pouvoir qui laisse filer Chakib Khelil comme si de rien n'était, pouvoir qu'il n'a pas hésité à qualifier de «mafia aux pouvoirs immenses» et auquel il déclare désormais son opposition, et pour ce faire il sollicite l'appui de Tizi-Ouzou.

M. Azedine